

Notre journaliste, présent sur les lieux du
massacre en 1994, dénonce la machination des
autorités de Kigali
Génocide rwandais: les fausses accusations de
Kagame

Michel Peyrard

Paris Match, 8 avril 2004, page 110

Les militaires français n'ont pas découvert Bisesero « par hasard ». Nous les avons alertés. Nous sommes avec Benoît Gysembergh, photographe à Paris Match, ce « journaliste étranger » qu'évoque African Rights. Et nous n'avons pas vu « l'inavouable ». Certes, le commandement français de Turquoise n'est pas exempt de critiques, notamment formulées par une commission d'enquête parlementaire, devant laquelle nous avons nous-même témoigné, en 1998. On connaît les raisons de ces « erreurs d'évaluation » : proximité de certains officiers français avec les Forces armées rwandaises (Far), obsession du complot anglo-saxon ... A Bisesero, le capitaine de frégate Marin Gillier n'a pas échappé à cette vision schizophrénique d'un « ennemi intérieur ». Ce 30 juin à l'aube, convaincu d'avoir affaire à une infiltration du Front patriotique rwandais (F.p.r.) dans la zone, il nous avait interdit de le suivre. Nous l'avions donc précédé.[...]

Nous avons vu des morts, par di-

zaines. Mais aucun n'avait été tué dans les heures qui avaient précédé. Je dis bien : pas un seul cadavre qui puisse avoir été celui d'un des 1000 Tutsis sacrifiés entre le 27 et le 30 juin, selon Paul Kagamé. Idem avec les blessés, très nombreux. Un vieil homme est mort dans ma voiture. Mais il a succombé à des blessures anciennes, purulentes, comme la plupart des plaies des rescapés. Eux-mêmes, durant ces trois heures où ils n'ont cessé de raconter, ont mentionné à plusieurs reprises des massacres, perpétrés notamment les 13 et 14 mai. S'ils m'ont affirmé qu'après le passage de la patrouille française, ils ont dû continuer à fuir les milices hutues, comme ils le faisaient depuis quatre-vingt jours, ils n'ont pas évoqué, ce jour-là de récents carnages.

Alors? Alors, les autorités rwandaises ont à l'évidence décidé de réécrire certains pans de l'histoire du génocide. Au détriment de la France. Dans un pays dont le maillage sécuritaire est l'un des plus serrés au monde, cela passe par un travail constant ef-

fectué sur les témoins. « A chaque anniversaire ou à chaque fois qu'est évoqué le rapport du juge Bruguière, les gens du F.p.r montent à Bisesero, raconte un rescapé. Ils nous demandent de mieux nous souvenir des "atrocités" commises par les Français. » C'est ainsi que certains blessés expliquent aujourd'hui avoir été maltraités par les médecins français. D'autres affirment que plusieurs rescapés sont morts étouffés, lors de leur transfert vers la zone F.p.r., dans des camions français aux aérations obturées.

Le dixième anniversaire du génocide devrait être l'occasion d'une nouvelle « relecture » des événements de

Bisesero. Samedi, quatre jours avant les cérémonies, une réunion s'est tenue chez le procureur de Kibuye, la préfecture. Avec cette mission : « découvrir » de nouveaux témoignages qui accuseraient la France. « C'est un ordre de Kigali », a insisté le procureur. Ultime tripotage qui n'empêchera pas sans doute l'Histoire, la vraie, de répondre un jour à cette question : Paul Kagamé est-il, oui ou non, l'homme qui, au soir du 6 avril 1994, ordonna le tir de deux missiles sur l'avion du président Habyarimana ? Sans rien ignorer des risques qui pesaient déjà sur ses frères tutsis.